

Les Ateliers DU GIS



Multifonctionnalité de l'agriculture

Les éleveurs de montagne face aux attentes de la société

➤ OBJECTIFS ET DÉMARCHE

La multifonctionnalité de l'agriculture dans une finalité de développement durable implique la prise en compte des attentes de la société :

- Production de biens de qualité et de services ;
- Gestion et entretien de l'environnement ;
- Contribution à l'emploi et à la vie sociale dans les territoires ruraux.

De notre point de vue, la multifonctionnalité d'une exploitation doit être analysée par rapport à ces enjeux exprimés sur le territoire et/ou dans la filière, mais aussi bien sûr au regard des fonctions attendues par l'agriculteur. Les agriculteurs peuvent-ils adapter leur exploitation pour répondre à la fois à leurs propres objectifs et aux enjeux sociétaux ? Dans quelle mesure ces objectifs sont-ils conciliables ?

Dans ce contexte, notre projet ⁽¹⁾ vise à comprendre comment les agriculteurs s'organisent, adaptent leur fonctionnement d'exploitation et réfléchissent l'avenir de leur exploitation. Les objectifs à terme, vis-à-vis des acteurs du développement, sont :

- 1°) de formaliser une démarche qui permette de raisonner les changements dans les exploitations,
- 2°) de proposer des outils adaptés pour le conseil.

Le projet mettant en jeu des dimensions techniques et sociales, il associe approches agronomique et sociologique. La Moyenne Tarentaise (cantons de Moûtiers et Bozel en Savoie) a constitué notre terrain d'étude principal ⁽²⁾.

En nous basant sur une analyse comparée de systèmes bovins laitiers en Moyenne Tarentaise, nous souhaitons ici montrer les contributions différenciées des exploitations agricoles à la multifonctionnalité de l'agriculture.

⁽¹⁾ Projet "Travail, espaces et paysans dans les Alpes du Nord" réalisé dans le cadre du programme "Pour et Sur le Développement Régional" en Rhône-Alpes.

⁽²⁾ D'autres terrains en Savoie, Haute-Savoie et Isère ont fait l'objet d'investigations plus ponctuelles, notamment pour effectuer des analyses des changements dans les exploitations.

➤ RÉSULTATS

En Moyenne Tarentaise, les enjeux se présentent comme suit :

• Les attentes sociétales se focalisent principalement sur des enjeux environnementaux, à savoir :

1) l'utilisation et l'entretien des terres pour contenir l'avancée des ligneux et assurer le maintien d'un paysage ouvert dans cette région très touristique,

2) une gestion adaptée des déjections animales permettant de préserver la qualité bactériologique de l'eau et d'éviter les nuisances olfactives et visuelles⁽³⁾.

• Les objectifs des agriculteurs concernent l'obtention d'une parité sociale, tant en termes de revenu que de charges de travail, et la reconnaissance (pour soi-même et par les autres) de leur travail et de leur métier.

La multifonctionnalité de l'agriculture est aussi appréciée en référence aux enjeux de la filière Beaufort qui incite à produire

du lait en été, à développer l'autonomie fourragère et qui reprend les enjeux environnementaux dans son CTE-type.

Nous avons retenu différents systèmes. Des exploitations confiant leur troupeau en alpage (mise à l'estive) en distinguant trois groupes : les exploitations « de grande taille » avec plus de 50 vaches laitières (et des génisses d'élevage) qui bénéficient d'une main-d'œuvre relativement abondante en été (3 à 5 UTA) ; les exploitations de « taille moyenne » qui élèvent une trentaine de vaches avec une main d'œuvre en été équivalente à 2 UTA ; les « petites exploitations » (moins de 15 vaches) conduites par des agriculteurs double-actifs âgés de moins de 50 ans (1 à 1,5 UTA en été). Nous avons aussi pris en compte le système alpagiste qui prend des animaux en pension sur l'alpage et met à l'hiverne tout ou partie de son troupeau.

➤ CONTRIBUTION AUX ENJEUX DE FILIÈRE

Les exploitations de taille moyenne et grande pratiquant la mise à l'estive s'insèrent bien dans la filière Beaufort, mais elles ne contribuent que pour 20% à la production de lait d'alpage, via des groupements pastoraux⁽⁴⁾. En effet, la production laitière est principalement axée sur l'hiver où l'alimentation des vaches est plus facile à maîtriser. Libérés de l'astreinte du troupeau en été, les exploitants recherchent l'autonomie fourragère et ne sont généralement pas loin de l'atteindre.

On peut s'interroger sur cette orientation dominante qui s'est dessinée en faveur d'une production de lait d'hiver et sur son décalage par rapport à l'image du Beaufort qui repose dans l'esprit des consommateurs sur les troupeaux en alpage.

Les petites exploitations sont peu modernisées : ces agriculteurs n'ont pas basé leur développement sur une production de lait d'hiver, en raison notamment d'équipements inadaptés (bâtiments, matériel de récolte...) et de contraintes de

travail fortes en cette saison. L'objectif est donc de produire du lait toute l'année en ayant une production significative en alpage via les groupements pastoraux. Ils contribuent ainsi, même si les volumes produits sont faibles, à la production de Beaufort d'été. Ils peuvent atteindre l'autonomie fourragère. Quand ce n'est pas le cas, cela joue sur de faibles quantités globales de foin, une partie du troupeau étant mise à l'hiverne.

La stratégie des alpagistes consiste à orienter la production de lait sur l'été en jouant sur les dates des vèlages de leur cheptel et grâce à la prise en pension de vaches laitières sur l'alpage. Même s'ils ne livrent pas à la coopérative et fabriquent pour leur compte du Beaufort, ils contribuent au renom de l'ensemble de la filière. Leur propre troupeau étant le plus souvent mis à l'hiverne, les éventuels achats de foin ne concernent que des quantités faibles (pour les quelques animaux restant l'hiver, pour le début du printemps).

➤ CONTRIBUTION AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les exploitations de grande taille pratiquant la mise à l'estive contribuent au maintien de paysages ouverts par l'importance des superficies fauchées. Dans les pâturages non fauchés, la lutte contre l'embroussaillage est réalisée avec l'aide de matériels spécifiques (broyeurs). Mais certains secteurs s'embroussaillent : il s'agit de parcelles non mécanisables et/ou éloignées, réservées alors aux génisses qui les pâturent librement. Les éleveurs estiment que seul l'entretien mécanique pourrait permettre de freiner l'avancée des ligneux et ils procèdent alors à des chantiers de débroussaillage localisés. La fermeture prévisible de certains parcs à génisses apparaît cependant comme inéluctable. L'importance des

surfaces fauchées et les investissements consentis pour le stockage du fumier ou du lisier sont de nature à permettre, en principe, une gestion adaptée des déjections animales.

Les exploitations de taille moyenne contribuent au maintien d'un paysage ouvert par la fauche de 20-30 ha (en évitant le plus possible les fortes pentes). Elles arrivent généralement à maîtriser à peu près l'embroussaillage sur les pâtures, mais rencontrent parfois des difficultés à gérer convenablement les déjections animales. Ces difficultés apparaissent davantage liées à un problème d'organisation du travail qu'à un problème d'excédent structurel. En effet, la période favorable pour épandre est limitée (en fin d'automne après que les animaux

⁽³⁾ D'autres enjeux environnementaux comme la biodiversité (en particulier dans les alpages du Parc de la Vanoise) ont été évoqués mais ils ne sont pas abordés dans cette analyse.

⁽⁴⁾ Alors que le lait d'alpage représente actuellement le tiers du volume collecté par la coopérative.

aient pâturé et avant la neige, ou au début du printemps, mais il faudra alors que tout soit bien décomposé avant la fauche).

Les petites exploitations sont souvent cantonnées sur un parcellaire très contraignant et les agriculteurs s'attachent à entretenir ces espaces difficiles, en forte pente : fauche à la motofaucheuse, parfois ramassage au râteau (avec l'aide des parents), débroussaillage avec une débroussailleuse à dos voire à la faux. Si ces efforts ne suffisent pas pour contenir l'embroussaillage qui gagne même des pâturages à vaches laitières, ces agriculteurs jouent malgré tout un rôle de maintien de l'ouverture d'espaces qui sinon auraient été abandonnés. Pour la gestion des déjections animales, les équipements de stockage et d'épandage font souvent défaut, mais une bonne part du fumier est donnée aux habitants du village pour leurs potagers et les quantités produites sont faibles (une partie du troupeau est mise à l'hiverne).

➤ LES AUTRES OBJECTIFS DE L'ÉLEVEUR : REVENU ET QUALITÉ DE VIE

Dans les grandes exploitations pratiquant la mise à l'estive, malgré le nombre relativement élevé de travailleurs, le revenu agricole peut être considéré comme satisfaisant grâce à la rémunération du lait et aussi grâce aux aides publiques qui représentent environ 30 à 50% du revenu agricole disponible. En raison de l'importance de la main-d'œuvre familiale en été, les agriculteurs ne ressentent pas de véritables surcharges de travail durant la période des foins. En revanche, il peut arriver en hiver et au début du printemps que les charges de travail soient considérées comme lourdes quand certains membres de la cellule de base travaillent en station de ski.

Pour les exploitations de taille moyenne, les revenus peuvent être considérés comme satisfaisants (en outre, l'activité agricole est rarement la seule pratiquée par le couple d'exploitants). Mais les surcharges de travail sont systématiquement évoquées par ces exploitants, en particulier au printemps et à l'automne quand il faut à la fois confectionner les parcs de pâturage, épandre le fumier ou le lisier et entretenir les parcs.

Les revenus agricoles des petites exploitations sont faibles, mais l'agriculture est une activité secondaire (les chefs d'exploitation ont une activité extérieure à titre principal). Les charges de travail sont considérées comme lourdes, aussi bien en hiver qu'en été. En fait, ces exploitations fonctionnent grâce à l'aide des parents (voire des grands-parents) pour les tâches quotidiennes (au minimum soins et surveillance des animaux).

La situation actuelle de ces petites exploitations laitières avec double activité est précaire et cependant leur présence contribue au maintien du tissu social comme à l'ouverture du paysage. Comment les rendre plus sûrement viables et reproductibles ?

Chez les alpagistes, les revenus agricoles dégagés semblent satisfaisants, d'autant que les éleveurs déduisent au préalable leurs charges et la marge qu'ils souhaitent obtenir pour définir le montant de la ristourne qu'ils consentent aux apporteurs. Mais ils regrettent d'avoir des difficultés à trouver des animaux localement et se plaignent que ces vaches soient en fin de lactation, donc trop peu productives. Les charges de travail sont souvent considérées comme lourdes, même s'il y a des

Pour les alpagistes, en-dehors de rares cas où il y a une division géographique du travail (certains restant en bas pour faire les foins), le travail sur l'alpage et la fabrication accaparent généralement toute la main-d'œuvre disponible et les éleveurs ne récoltent pas de foin. En conséquence, le cheptel propre de l'éleveur est mis à l'hiverne (ce qui déplace le problème de la gestion des déjections animales). La contribution au maintien d'un paysage ouvert en Tarentaise peut donc paraître faible, mais ils utilisent tout de même des pâturages de demi-saison et, surtout, de vastes superficies d'alpages. Les pratiques pastorales en alpage sont très dépendantes de la main-d'œuvre disponible et de la taille du troupeau. Elles tendent à se simplifier quand la taille du troupeau augmente : la machine à traire est déplacée moins fréquemment (il s'agit aussi d'un matériel plus lourd car il faut maintenir la productivité du travail de traite), la conduite en parcs est simplifiée, le hersage des bouses n'est plus systématique...

salariés qui assument une bonne partie du travail, et elles ne se limitent pas à l'été (arrière-effets sur l'automne et période du printemps rendue compliquée par la constitution des lots d'animaux de différentes provenances).

➤ DISCUSSION : DES LIMITES AU DÉVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE MULTIFONCTIONNELLE

Éleveurs et contractualisation

On observe une grande variabilité des attitudes à l'égard des mesures destinées à favoriser la multifonctionnalité. S'ils ont souvent saisi l'opportunité des CTE, on rencontre aussi des exploitants réticents, parfois même franchement hostiles, alors que la signature d'un tel contrat n'exigerait pas forcément de leur part des efforts très importants : refus de s'engager dans des procédures contraignantes (« trop de paperasserie »), peur des contrôles dans des situations foncières complexes, crainte de ne pouvoir réaliser les engagements (d'autant que les montants de subvention sont souvent élevés) et surtout conviction qu'un éleveur doit être rémunéré avant tout pour les denrées qu'il produit.

Ces éleveurs se conçoivent en effet d'abord comme des producteurs. Si l'entretien des pâturages est bien perçu comme une tâche faisant partie intégrante de leur métier, on note aussi que c'est la tâche la plus facilement différée en cas de concurrence entre travaux et elle est alors reportée à une autre période... voire à l'année suivante (alors que la gestion des déjections animales se heurte à une date butoir : il faut vider la fosse avant le retour des animaux à l'étable). En outre, ce sont souvent les parents qui se consacrent le plus à ces travaux d'entretien et qui estiment que leurs enfants ne pourront pas (ou ne voudront pas) assumer cette tâche considérée comme pénible et ingrate (car les ligneux repoussent vite).

Les alpagistes commercialisent directement le produit de leur travail : ils sont entièrement responsables du Beaufort qu'ils vendent. Ce sont peut-être ceux qui acceptent voire revendiquent le plus facilement d'être rémunérés pour autre chose que ce qu'ils produisent. La proximité des touristes, qui viennent acheter sur l'alpage, n'y est sans doute pas pour rien. Certains d'entre-eux ont même signé des contrats d'entretien de l'espace à finalité environnementale.

Enfin, si les autres groupes sociaux reconnaissent que le métier d'agriculteur est devenu de plus en plus complexe, pour autant le rôle des éleveurs dans l'entretien de l'espace est diversement apprécié. A cet égard, le problème des déjections animales apparaît comme une source potentielle de conflits. Les éleveurs ont tendance à se retrancher derrière la législation en vigueur tandis que des habitants évoquent en privé les pratiques d'épandage sauvage de lisier ou les dépôts de fumier en des lieux inappropriés. Le non-dit local complique sans doute la mise en œuvre de solutions qui exigent en premier lieu des diagnostics précis et la reconnaissance publique de la réalité des problèmes.

Les problèmes d'organisation du travail

Les problèmes de travail dans les exploitations ont des répercussions fortes d'un point de vue environnemental. C'est le cas des tâches d'entretien ou des pratiques d'épandage différées ou mal maîtrisées qui surviennent souvent en cas de difficulté d'organisation de travail. Nous avons entrepris un travail de recherche pour préciser comment appréhender l'organisation du travail dans une exploitation d'élevage et ses évolutions au cours d'une campagne agricole annuelle.

En fait, beaucoup d'agriculteurs font face aux pointes de travail en mobilisant la famille et peu cherchent à embaucher du personnel (raisons économiques, difficulté à assumer un rôle d'employeur, méfiance à l'égard du salariat). En outre, l'entraide entre exploitations reste souvent ponctuelle (et même exceptionnelle aux dires de certains).

Quelles solutions aux problèmes d'organisation de travail peut-on alors envisager et comment évaluer leur impact ? En 2004, nous avons développé cette réflexion en réalisant une analyse comparée de formes d'organisation collective déjà en place dans les Alpes du Nord (groupements d'employeurs, coopératives d'utilisation de matériel agricole, banques d'entraide...). Une synthèse des résultats sera diffusée en fin d'année.

► PERSPECTIVES DE VALORISATION

La valorisation des travaux se poursuivra en 2005 sur la base d'échanges avec les acteurs du développement autour de nos résultats.

Nous prévoyons de construire ensemble un outil permettant de prendre en compte et d'envisager des solutions aux problèmes d'organisation du travail dans les exploitations.

Dans un deuxième temps, nous chercherons à définir des outils d'analyse permettant de cerner la multifonctionnalité d'une exploitation. Supports de diagnostic, ils contribueront à faciliter le conseil pour raisonner des changements visant une meilleure prise en compte d'enjeux collectifs au sein d'un territoire.

Contact

Yves Pauthenet,
Tél. 04 79 70 77 77
ypauthenet@suacigis.com



Programme de recherche-développement du GIS Alpes du Nord 2001/2006

Les travaux du GIS Alpes du Nord bénéficient du soutien financier de la Région Rhône-Alpes, de la DATAR, du ministère de l'Agriculture, du ministère de l'Écologie et du Développement durable, de l'Union européenne, ainsi que de la participation financière de l'ensemble des membres signataires de la convention du GIS : l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), le CEMAGREF (Centre National du Machinisme Agricole du Génie Rural et des Eaux et Forêts), l'ITFF (Institut Technique Français des Fromages), l'Université de Savoie, les Conseils généraux de Haute-Savoie, Isère et Savoie, les Chambres d'agriculture de Haute-Savoie, Isère, Savoie et Rhône-Alpes, l'Aftalp (Association des Fromages Traditionnels des Alpes savoyardes) et le SUACI Montagne-Alpes du Nord (Service d'Utilité Agricole à Compétence Interdépartementale).

GIS Alpes du nord

Groupement
d'Intérêt Scientifique
des Alpes du nord

11 rue Métropole
73000 Chambéry
Tél. 33 (0)4 79 70 77 77
Fax 33 (0)4 79 85 07 79
suacigis@suacigis.com